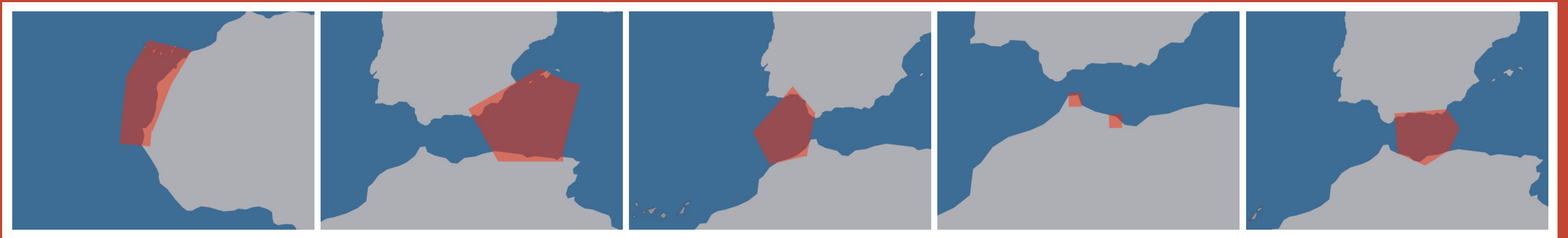


RAPPORT D'ACTIVITÉS

2025

CA-MINANDO
FRONTERAS





Réunion régionale du réseau Maghreb-Sahel sur les migrations (Mauritanie)



Conférence et exposition "Migration Stories" (Formentera)

CA-MINANDO FRONTERAS EN 2025

Au cours de l'année 2025, nous avons assisté à la consolidation de politiques de persécution et de traque des personnes migrantes, alimentées par les discours publics. Ces pratiques ne se déploient pas uniquement aux frontières, mais également à l'intérieur des pays d'origine, de transit et de destination, où les personnes migrantes sont harcelées et criminalisées de manière systématique.

Bien que cette criminalisation soit traversée par des crimes de haine manifestes, il n'existe pas de réponse adéquate pour les combattre. Au contraire, ces pratiques sont tolérées, légitimées, normalisées et, dans de nombreux cas, renforcées par les politiques publiques elles-mêmes.

Dans le contexte européen, l'externalisation des frontières et le versement de fonds à des pays tiers ont continué de dominer les politiques de contrôle migratoire de l'Union européenne. Dans le cas spécifique de la Frontière Occidentale Euro-Africaine, les accords passés avec la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Maroc ont eu un impact dévastateur sur les droits humains des personnes migrantes, renforçant des dynamiques de violence, d'expulsion et d'absence de protection.

En ce qui concerne les routes migratoires, c'est la route algérienne de la Méditerranée occidentale qui a concentré le plus grand volume de traversées au cours de cette année, pour la première fois dans l'histoire. Cela s'est accompagné du franchissement du seuil de 1 000 victimes sur cette route. Le nombre total de tragédies enregistrées sur l'ensemble des routes en 2025 a dépassé celui de l'année précédente, ce qui témoigne du caractère meurtrier du contrôle migratoire.



Présentation du rapport 2024 sur le droit à la vie (Institut Cervantes, Madrid)



Manifestation de protestation contre le massacre de Tarajal devant le Congrès des Députés (Madrid)

Les politiques d'omission du devoir de secours et de mise en danger de la vie des personnes migrantes ne fonctionnent plus de manière dissimulée : elles se sont transformées en politiques publiques explicites. Le discours du grand remplacement, associé au racisme comme soutien idéologique, permet et légitime les atteintes à la vie aux frontières, en appliquant une nécropolitique qui décide qui peut vivre et qui doit mourir.

Les structures qui devraient faire office d'espaces de résistance face à cette situation sont défaillantes, de plus en plus affaiblies. Piégées par la gestion de la peur et, dans de nombreux cas, contaminées par les discours de haine et le racisme qui traversent aujourd'hui le débat public. Cette dérive affaiblit leur capacité de réponse et contribue à la normalisation de politiques qui portent atteinte à la vie et à la dignité des personnes migrantes.

Dans ce contexte particulièrement complexe, il est nécessaire de reconnaître que ce sont les communautés migrantes elles-mêmes et la lutte des familles — comme nous le soulignons depuis longtemps — qui soutiennent les formes de résistance les plus fermes et les plus persistantes. Ce sont ces luttes qui maintiennent vivante la défense des droits face à un système qui les bafoue.

Nous espérons que ces luttes auront la force nécessaire pour entraîner l'ensemble de la société, car ce qui est en jeu n'est pas seulement la situation des personnes migrantes, mais le construit même des droits humains.

OBSERVATOIRE DES DROITS HUMAINS À LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE EURO-AFRICAINE : DROIT À LA VIE

Nous maintenons comme axe prioritaire la protection du droit à la vie aux frontières face à la nécropolitique. Depuis 2007, nous disposons d'une ligne d'assistance téléphonique disponible 24 heures sur 24 pour les personnes en danger aux points de passage migratoires, par laquelle nous alertons les autorités de secours de tous les pays dont l'obligation est de garantir la vie des personnes en transit, en particulier celles qui traversent les mers.

Tout au long de l'année 2025, notre travail s'est maintenu de manière continue. Nous sommes intervenus en apportant attention et protection aux personnes en situation de risque sur les différentes routes de la frontière occidentale euro-africaine.

12.917

PERSONNES ASSISTÉES

1.069

FEMMES

264

ALERTES TRAITÉES

717

ENFANTS

OBSERVATOIRE DES DROITS HUMAINS À LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE EURO-AFRICAINNE : DROIT À LA VIE



Plage (Mauritanie)



Gilets de sauvetage à la plage (Mauritanie)



Cimetière de Calais (France)



Frontière maritime entre Ceuta et le Maroc

OBSERVATOIRE DES DROITS HUMAINS À LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE EURO-AFRICAINNE : DROIT À LA VIE

Le travail de 24 heures sur 24 de notre organisation, en réseau avec les communautés migrantes et les familles des personnes en danger aux frontières, met en évidence une réalité douloureuse : les États continuent de ne pas s'acquitter effectivement de leurs obligations de protection du droit à la vie.

Au cours de l'année 2025, notre organisation a continué à documenter et à surveiller les victimes des frontières, comme elle le fait depuis des années, en signe de reconnaissance, de justice et de mémoire.

3.090
VICTIMES TOTALES

192
FEMMES

437
FILLES, GARÇONS
ET ADOLESCENTS

70 EMBARCATIONS DISPARUES AVEC TOUS LEURS OCCUPANTS

VICTIMES PAR ROUTE :

ROUTE ATLANTIQUE : **1.906** VICTIMES

ROUTE DU DÉTROIT : **139** VICTIMES

ROUTE TERRESTRE : **3** VICTIMES

ROUTE D'ALBORAN : **5** VICTIMES

ROUTE ALGÉRIENNE : **1.037** VICTIMES

RECHERCHE ET ANALYSE

L'Observatoire des Droits de l'Homme applique une méthodologie de recherche-action participative, dans laquelle les informations obtenues sont restituées aux contextes sociaux.

Les données recueillies grâce au travail exhaustif de surveillance, mené en réseau avec les communautés migrantes et les familles de victimes des frontières, sont consolidées en deux rapports annuels. Ces documents constituent des outils de réparation face aux violations des droits humains, en particulier du droit à la vie.



1er Congrès mondial sur les personnes disparues (Genève)



OBSERVATOIRE DES DROITS DE L'HOMME À LA FRONTIÈRE OCCIDENTALE EURO-AFRICAINNE : DOULEUR EN JUSTICE



Sépultures non identifiées (cimetière de Formentera)

Au cours de l'année 2025, nous avons continué à mettre en œuvre dans notre travail la médiation sociale transnationale, nécessaire pour le recouvrement des droits des personnes qui transitent par les frontières. Cette année, notre travail s'est concentré sur l'accompagnement des familles dans les recherches de personnes disparues et dans l'identification de ceux qui ont perdu la vie aux frontières. Nous avons également développé une médiation spécifique pour traiter les séparations familiales, notamment dans les familles monoparentales maternelles qui, à la suite des violences aux frontières, se retrouvent séparées de leurs enfants.

3.090

DEMANDES DE RECHERCHE / ACCOMPAGNEMENT (PSYCHOSOCIAL, ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE AUX FAMILLES)

13

PERSONNES RETROUVÉES EN VIE

MÉDIATION SOCIALE TRANSNATIONALE

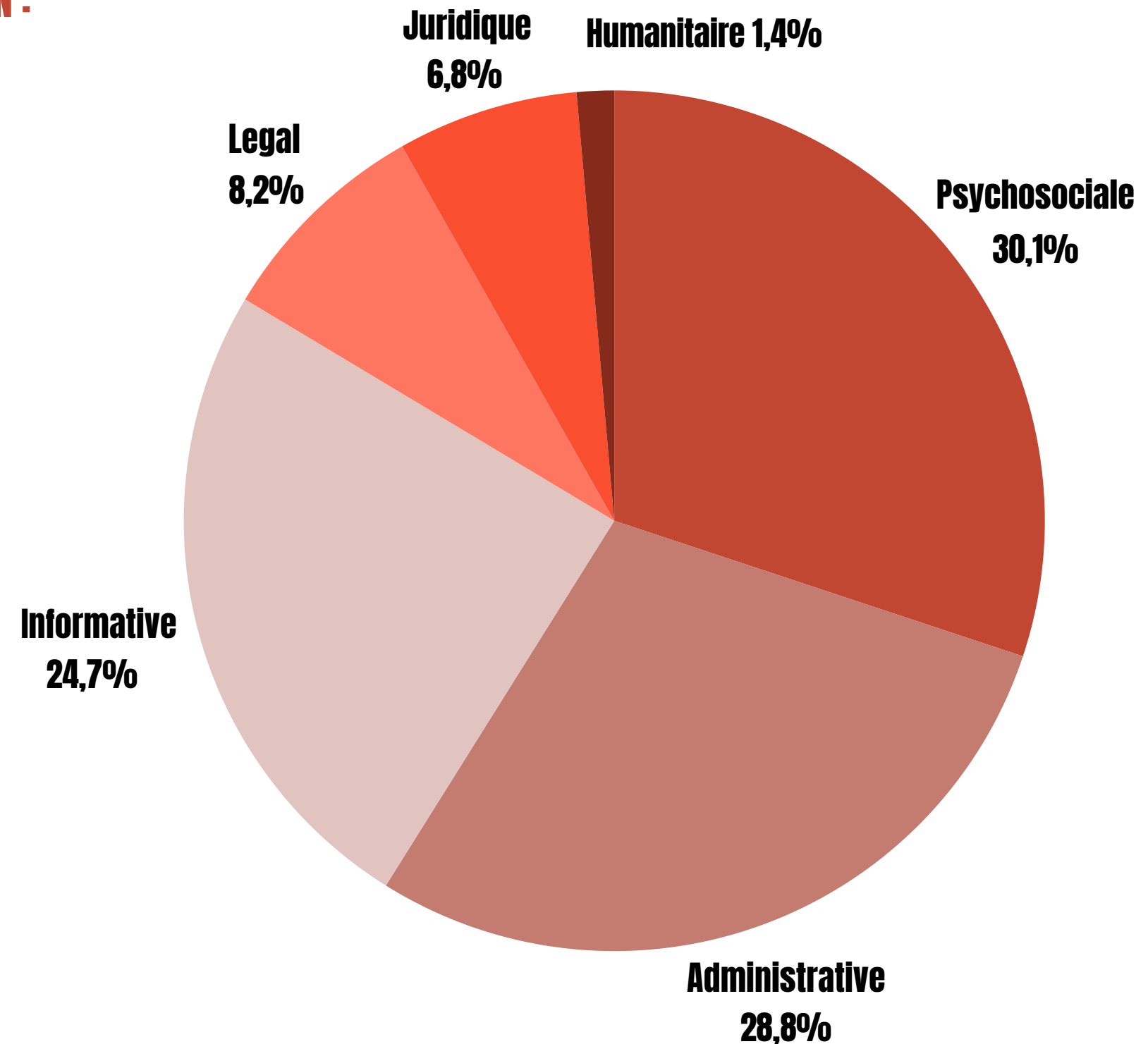
TOTAL DES CAS TRAITÉS :

33

TOTAL DES PERSONNES ACCOMPAGNÉES :

76

TYPES D'INTERVENTION :



ACTION HUMANITAIRE



Soins médicaux pour une femme victime de violence à la frontière

L'action humanitaire destinée aux personnes migrantes victimes de violences aux frontières est essentielle et nécessaire pour la réparation des violations des droits humains et des impacts que celles-ci ont sur leur vie. Il s'agit d'un outil de rétablissement qui leur permet de reprendre leur projet de vie en minimisant les séquelles et les traumatismes.

De même, les violences spécifiques contre les femmes — en particulier celles liées à la santé sexuelle et reproductive — requièrent des processus de réparation plus complexes dans un contexte patriarcal. De la même manière, les violences exercées contre les enfants, qui affectent directement leur croissance et leur développement, doivent faire l'objet d'une prise en charge spécifique et, dans de nombreux cas, prioritaire.



Soins médicaux pour un enfant victime de violence



Accompagnement des adolescents victimes de déplacement forcé



Campagne humanitaire pour les migrants

EN 2025, NOUS AVONS ACCOMPAGNÉ :

1.529

PERSONNES ASSISTÉES

643

FEMMES BÉNÉFICIAIRES

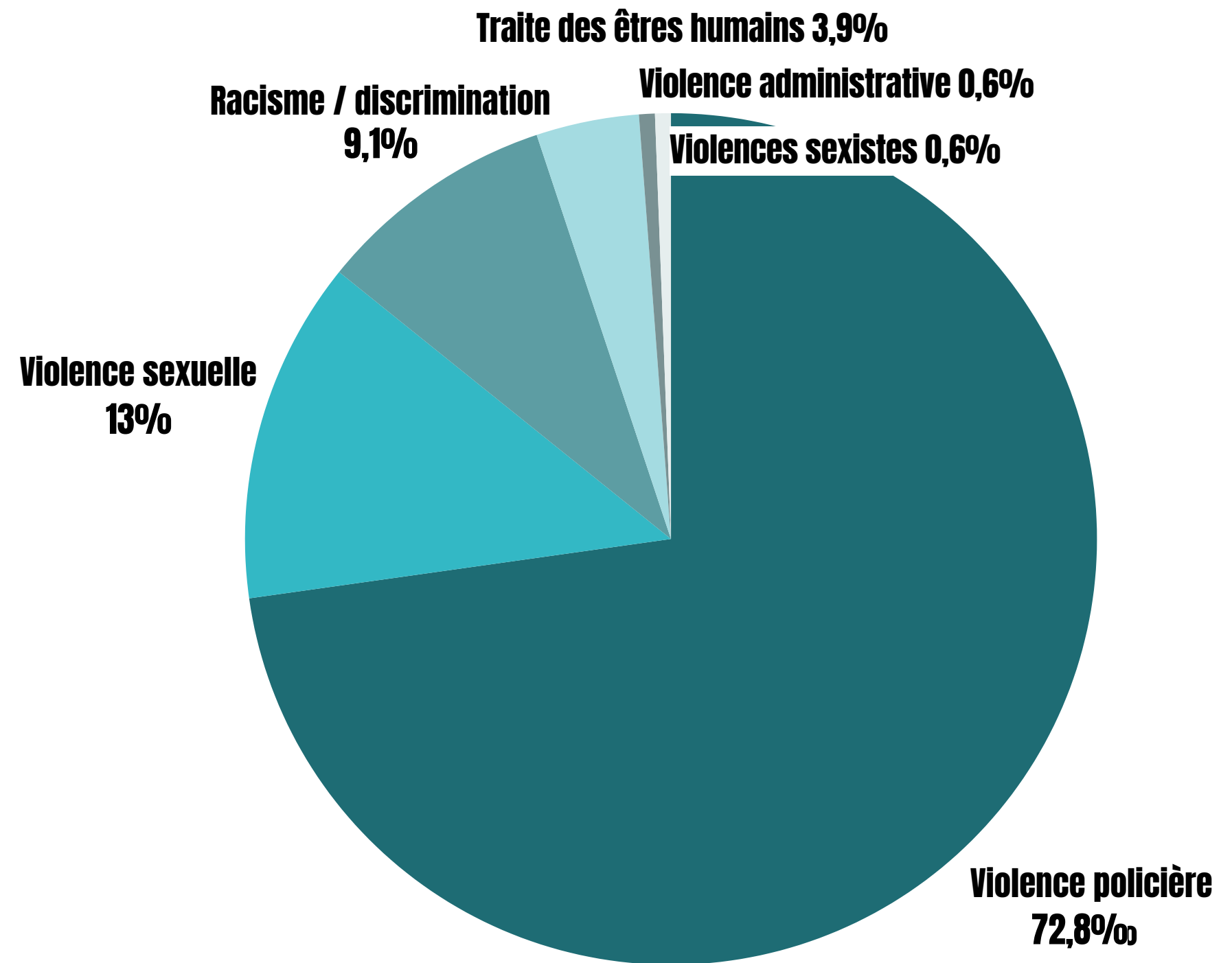
446

ENFANTS BÉNÉFICIAIRES

440

HOMMES BÉNÉFICIAIRES

TYPES DE VIOLENCE REGENSÉS :



COMMUNICATION

La communication est un outil au service des communautés et des familles, ainsi qu'un porte-voix pour les actions de plaidoyer et de sensibilisation. Les piliers de notre travail de communication sont le service aux droits humains, l'antiracisme, le féminisme et l'engagement social.

Par ailleurs, la fondatrice du collectif, Helena Maleno, a reçu cette année le Prix Hrant Dink en Turquie pour la défense internationale des droits humains.

46.746 APPARITIONS DANS LES MÉDIAS

62.060 NOUVEAUX ABONNÉS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

56.985 PAGES VUES SUR NOTRE SITE WEB

843.919 ABONNÉS TOTAUX (Y COMPRIS LES RÉSEAUX SOCIAUX D'HELENA MALENO)



Interviews au cimetière de Formentera

ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS



Réunion du Consell Social (Formentera)

En 2025, nous avons participé à une série de réunions avec différentes institutions aux niveaux local, national et international, avec pour objectif de leur transmettre les résultats et recommandations issus de nos recherches en matière de violations des droits humains.

Au cours de l'année 2025, nous avons participé aux activités suivantes :

14 RÉUNIONS AVEC DES INSTITUTIONS ET DES AUTORITÉS

1 PARTICIPATION À UN CONGRÈS INTERNATIONAL

Événements notables :

1er Congrès mondial des personnes disparues (Genève)

Réunion avec des membres de l'Assemblée nationale française

Rencontre régionale du Réseau Maghreb-Sahel (Mauritanie)



Réunion avec des membres de l'Assemblée nationale française (Paris, France)



Réunion Fons Pitius (Ibiza)

JOURNÉES, FORMATIONS, CONGRÈS



Atelier de formation (Almería)



Visite de la plage et du cimetière de Calais (France)



Présentation du rapport 2024 sur le droit à la vie (Pampelune)



Conférence sur les territoires de frontière (Zaragoza)

Pour que notre travail obtienne la portée la plus large possible, nous nous appuyons sur le travail en réseau avec d'autres organisations, ainsi que sur des activités de formation et de collaboration avec différentes institutions académiques. Ce domaine a enregistré en 2025 les activités suivantes :

11

PRÉSENTATIONS ET CONFÉRENCES

34

RÉUNIONS AVEC DES ORGANISATIONS SOCIALES ET DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

5

ACTIVITÉS ACADÉMIQUES DANS DES UNIVERSITÉS

5

ATELIERS

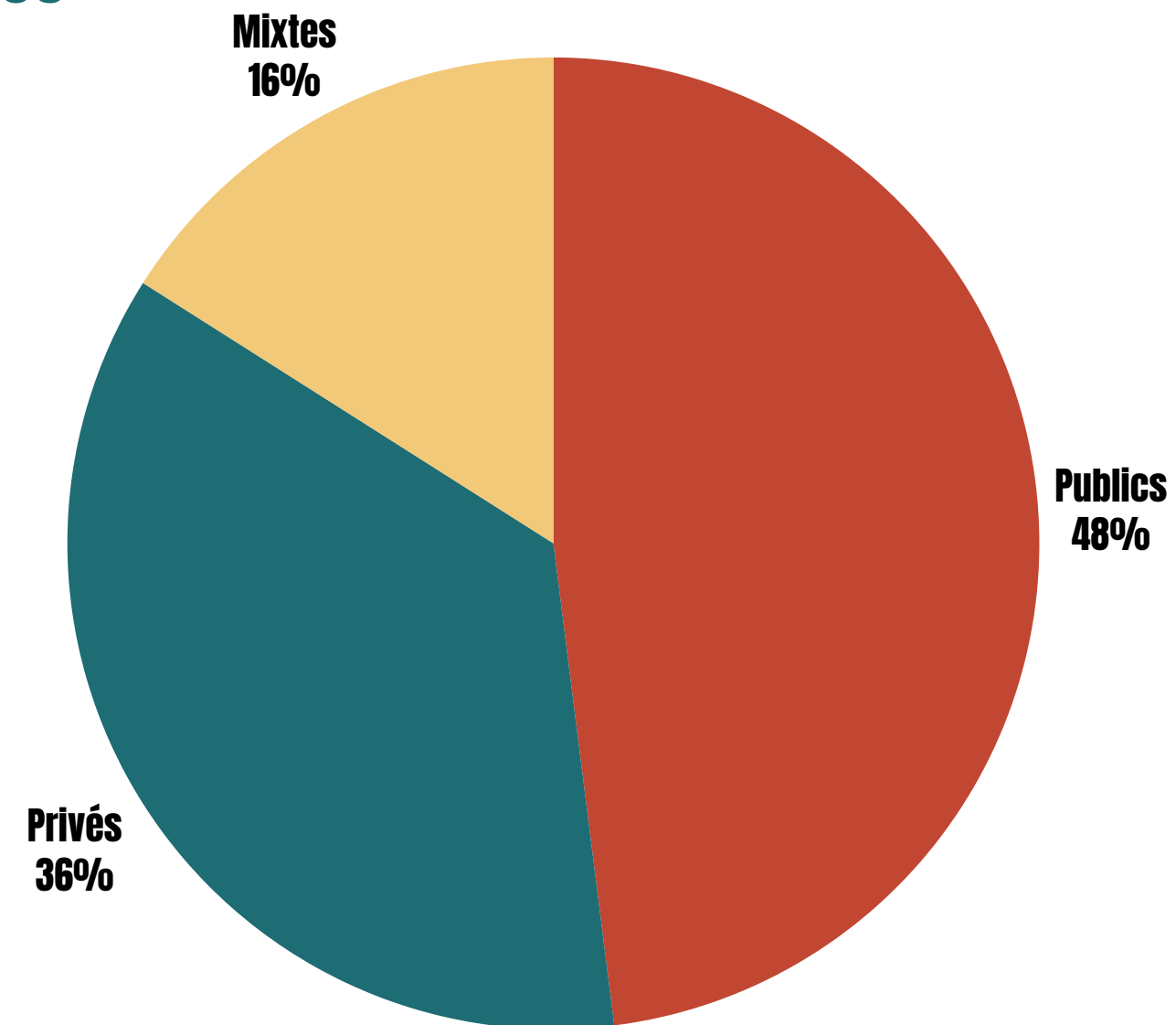
AVEC LE SOUTIEN DE :

SOUTIENS FINANCIERS :

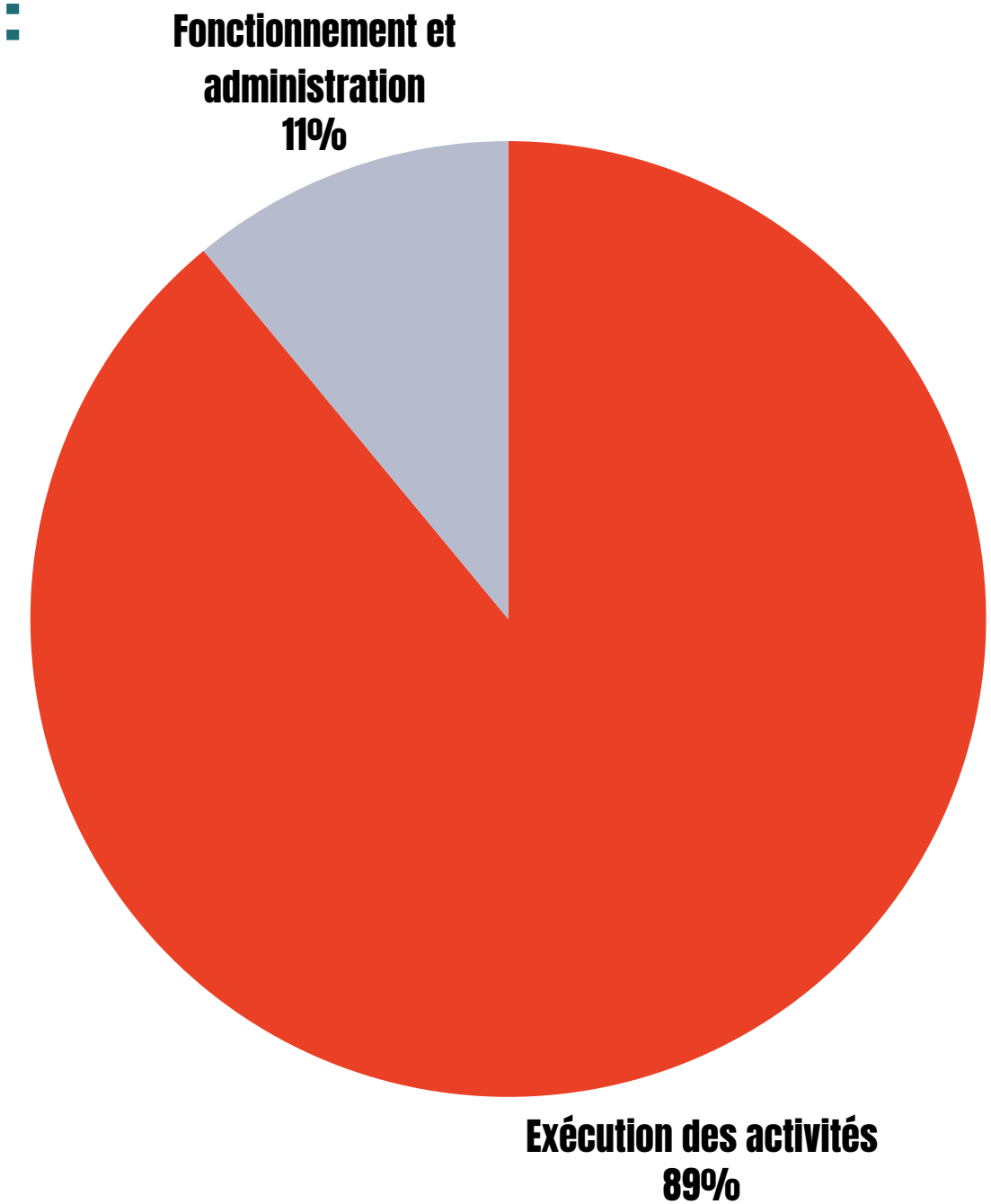


RAPPORT FINANCIER

REVENUS :



DÉPENSES :



CONTACT :

 info@caminandofronteras.org

 +34 613 873 052

 caminandofronteras.org

 [@walkingborders](https://twitter.com/walkingborders)

 [@walkingborders_](https://www.instagram.com/walkingborders_)

 <https://www.facebook.com/caminandofronteras/>

 <https://youtube.com/@CaminandoFronteras>

**CA-MINANDO
FRONTERAS**